Préambule

L'allongement de la durée de vie, le pic démographique qui a suivi la deuxième guerre mondiale, le taux de fécondité en baisse, conduisent mécaniquement à un vieillissement de la société française. Aujourd'hui, en 2025, la France compte 18 millions de retraités sur 68,6 millions d'habitants. Ils seront 21 millions, pour 70 millions d'habitants, en 2050. La part des salariés restera quasi stable autour de 30 millions. Intégrer dans nos analyses une bonne connaissance de la situation démographique et la diversité des situations vécues par les retraités et les salariés de notre région, est essentielle pour construire des propositions communes aux retraités et aux salariés.

Nous sommes dans une période charnière, instable, où s'entremêlent, la rapidité des mutations, le développement de la complexité qui en découle, les changements de rapports de force dans les équilibres géopolitiques et la montée des populistes décontractés.

Après une grave crise sanitaire, l'environnement et le devenir des retraités et personnes âgées deviennent peu lisibles.

La société véhicule une image simpliste des vieux : ce seraient des privilégiés alors que, pour eux comme pour tout autre catégorie de la population, ils présentent des diversités de ressources, de parcours de vie, de réalités sur les territoires, avec leur lot de pauvreté, d'isolement et de marginalisation. Nous n'échappons pas à cette image stéréotypée y compris dans la CFDT où nous sommes vécus parfois comme des supplétifs utiles.

Nous devons prendre toute notre place au sein de la CFDT, porter nos propositions et donner du sens à nos parcours de vie. Notre statut de retraités ne nous permet pas de rester dans le cadre syndical dans lequel nous avons évolué durant notre vie professionnelle. Notre syndicalisme est par nature territorial, il s'exerce dans les communes, les départements et se coordonne au niveau des régions.

Les valeurs d'émancipation de la CFDT se concrétisent notamment dans la volonté de prise en charge de la vie des travailleurs dans et hors de l'entreprise. La CFDT ne peut se résoudre à la vision d'un syndicalisme réducteur cantonné au seul champ professionnel.

Cela doit nous conduire à construire des coopérations avec nos camarades salariés, à porter un regard attentif à la fidélisation des adhérents qui partent en retraite, pour leur permettre de préparer avec sérieux l'articulation entre le temps de vie en emploi et celui de la retraite.

Pour affronter les défis à venir, notamment face à l'extrême droite, les retraités CFDT seront un atout et prendront leur place dans les actions qui s'amorcent à l'URI.

L'URRIF relayera les prises de position et les propositions d'actions de l'UCR, concernant la loi sur le vieillissement et la perte d'autonomie, le pouvoir d'achat des retraités... et notamment les basses pensions.

1- Les retraités dans la société

Au-delà, de nos adhérents, notre engagement de syndicaliste, exige un regard attentif sur la société dans laquelle nous vivons et particulièrement sur celles et ceux dont nous voulons porter les revendications.

1-1 Le regard porté sur la vieillesse, l'image des retraités véhiculée dans la société, sont plus souvent un amalgame d'idées reçues et pas toujours bienveillant.

1-2 Il est nécessaire de travailler dans deux directions : recueillir des données statistiques objectives sur la vie des retraités (montant des pensions, cadre de vie, patrimoine...) et les confronter avec le vécu des retraités et personnes âgées des territoires franciliens.

1-3 Il est essentiel de mieux connaître la vie réelle des retraités pour examiner les soutiens ou les aides dont ils ont besoin (santé, loisirs et culture, logement...). Il est également, nécessaire de connaître leurs engagements dans la vie citoyenne (associations, relations de proximité) sur lesquels s'appuyer.

2- Nos objectifs

Lors du séminaire, organisé par l'URRIF CFDT les 3 et 4 avril 2025 à Dourdan, les participants ont fait émerger, au-delà des aspects revendicatifs, des exigences de progrès pour renforcer notre syndicalisme et améliorer le fonctionnement de notre organisation au niveau régional.

2-1 Le vieillissement, avec ses conséquences sur la santé, la mobilité et la perte progressive d'autonomie, peut réduire le dynamisme et la durée de notre action militante. Ce constat, nous conduit à nous interroger sur le renouvellement des équipes en responsabilité au sein de la CFDT.

La prise en compte des différents niveaux d'engagement, de nos centres d'intérêt, du partage entre vie familiale et vie militante doit être une préoccupation constante.

L'URRIF veillera à mettre en place des binômes de responsables pour chacune des structures qui lui sont propres.

2-2 Depuis de nombreuses années, la CFDT est engagée résolument en faveur de la parité à tous les niveaux de responsabilité. Si, en Île-de-France, le nombre d'adhérentes et d'adhérents au sein de la CFDT Retraités est quasiment de même niveau, ce n'est pas le cas au sein des exécutifs des UTR, de l'URRIF et de ses commissions. Un travail sera engagé, dès le début du mandat, afin de définir et mettre en place des règles volontaristes permettant aux adhérentes et militantes de prendre toute leurs responsabilités aux différents niveaux de l'organisation.

2-3 L'efficacité de l'action de la CFDT Retraités en Île-de-France appelle à plus fluidité et de cohérence entre les instances départementales et régionales. Tout en respectant le rôle et les responsabilités propres de chacune de nos organisations, l'URRIF veillera à une meilleure articulation entre elles.

2-4 La mutualisation de nos savoir-faire, de nos connaissances et de nos pratiques est essentielle pour réussir à articuler l'action entre nos instances. L'URRIF mettra en place un site partagé pour répondre à cet objectif.

2-5 L'URRIF s'attachera à élaborer une offre de formation en liaison avec les UTR permettant une meilleure mutualisation régionale.

2-6 Les commissions *Formation et Développement* de l'URRIF organiseront le déploiement des formations "Adhérent CFDT bientôt en retraite" en liaison avec les organisations CFDT de salariés présentes en Ile de France, pour améliorer la dynamique de développement.

2-7 Afin de favoriser la circulation de l'information et l'échange entre les UTR, l'URRIF mettra en place une lettre d'information liée en particulier à des questions d'actualité et à des consultations rapides des militants.

3- Nos revendications

3-1 L'URRIF poursuivra les études sur le parcours résidentiel et l'évolution du logement des personnes âgées. A cet effet, elle mènera un travail de proximité avec les mandatés logements et agira au niveau des communes (dont CCAS) ou des territoires suivant les opportunités.

3-2 Concernant la mobilité sous tous ses aspects (marche, transports en commun ou individuels, transports à la demande etc.), l'URRIF construira un cahier revendicatif en coopération avec les syndicats de salariés des secteurs concernés, notamment, en participant activement aux travaux du Groupe « Transports » mis en place par l'URI .

Avec les UTR, l'URRIF devra poursuivre sa réflexion, formaliser ses analyses et propositions dans un cahier revendicatif, rechercher les voies et moyens pour porter ces revendications aux différents niveaux de décideurs départementaux et/ou régionaux.

3-3 L'accès aux services, et en particuliers aux services publics, doit être garanti pour tous les retraités et personnes âgées quelle que soit leur situation. La généralisation de l'usage d'outils numériques usuels, pour accéder aux informations, les traiter et agir en autonomie dans la vie courante, met trop souvent ces personnes en position d'exclusion. De même, l'éloignement de ces services et parfois l'absence de transport pour s'y rendre confortent les risques d'exclusion.

L'URRIF CFDT poursuivra sa réflexion en lien avec les UTR, pour définir des axes revendicatifs et les porter auprès des différents acteurs qui en ont la compétence. Elle accompagnera les initiatives des UTR en direction des « Maisons France Service ».

3-4 La transition écologique juste reste difficile à appréhender de manière concrète sur les territoires. Il appartient à la CFDT Retraités d'Île-de-France de traduire cet objectif au regard des préoccupations des retraités et personnes âgées (logement, transports, alimentation, traitement des déchets...). L'URRIF apportera son soutien aux UTR pour développer la sensibilisation des adhérents notamment par une aide à la mise en œuvre d'animations de fresques du climat, première étape d'une prise de conscience.

3-5 L'URRIF accompagnera les actions engagées par les UTR d'Île-de-France et leurs ULR, secteurs ou sections, auprès des acteurs territoriaux, dont celles entreprises dans le cadre de démarches « Villes Amies des Aînés ».

3-5 bis L'URRIF s'attachera à coordonner les mandatés des UTR dans les Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie et contribuera à l'émergence de revendications partagées.

3-6 L'accès à la culture et aux loisirs est un levier pour rompre l'isolement.

Au-delà de ce service aux adhérents franciliens, les retraités et personnes âgées de notre région doivent pouvoir accéder à la culture, aux loisirs, au sport, aux vacances et aux voyages, quelles que soient leurs situations de revenus, de santé et de handicap.

L'URRIF CFDT et sa Commission engageront la réflexion sur cet axe revendicatif, accompagneront et coordonneront les UTR et leurs Commissions dans les initiatives qu'elles pourront développer localement. La CFDT Retraités se doit d'agir pour que tous les retraités et personnes âgées puissent bénéficier, quel que soient leurs situations, des activités souvent foisonnantes des collectivités territoriales et des structures culturelles locales.

3-7 La revendication sur la fin de vie, le droit à mourir dans la dignité, ont été validés par l'adoption de notre amendement au congrès confédéral de Rennes. Les manœuvres pour retarder, voire contourner le vote au Parlement seront combattues. A cet effet, l'URRIF engagera des actions de communication.

3-8 L'adaptation de nos actions avec le monde associatif rend nécessaire de mieux travailler avec les partenaires du Pacte du pouvoir de vivre, malgré des implantations très différentes sur les territoires. À cet égard, l'objectif de mise en œuvre d'un syndicalisme de proximité de l'URI devrait nous y aider.

4- Nos leviers d'action sur les territoires, dans les départements et la région.

4-1 Les CCAS, CIAS doivent devenir des lieux d'intervention revendicative qui nous rendent visibles aux retraités et personnes âgées. Les prochaines élections municipales de 2026 doivent être l'occasion pour la CFDT Retraités d'Île-de-France, de multiplier les contacts et rencontres avec les élus et les futurs candidats. Nous faire connaître augmentera nos chances pour que les candidats CFDT soient retenus par les maires pour siéger au CA des CCAS et CIAS. L'URRIF favorisera la participation la plus large des militants membres ou non des Conseils d'administration aux formations adéquates et assurera leur coordination au niveau régional afin de permettre les échanges d'informations et de bonnes pratiques.

4-2 Dans le même sens, une démarche analogue sera entreprise pour favoriser notre participation et notre action dans les commissions d'accessibilité aux personnes handicapées obligatoires dans les communes de 5 000 habitants et plus.

4-3 Il convient de renforcer le rôle et le capacité d'intervention de nos mandatés dans les CDCA. L'URRIF prendra contact avec l'UPR Santé d'Île-de-France pour envisager une campagne revendicative commune afin d'obtenir un temps de délégation dédié pour que les mandatés salariés puissent assister aux réunions des CDCA.

Par ailleurs, les mandatés de la CFDT Retraités agiront pour que les CDCA augmentent leur capacité d'auto-saisine, au-delà des seules questions de santé et des thématiques imposées par les Conseils Départementaux.

4-4 La recherche de coopération avec les syndicats de salariés une fois construite permettra d'élargir ces actions à d'autres associations et en priorité à celles du Pacte du Pouvoir de Vivre.

4-5 L'URRIF inscrira à son plan de travail, l'aide aux commissions de l'URRIF pour articuler le travail du ou des groupes de travail ad hoc de l'URI.

4-6 L'URRIF organisera le même travail avec les militantes et militants d'Île-de-France membres des commissions de l'UCR.

5- Nos priorités

Parce que tout n'est pas réalisable y compris dans les quatre ans de mandature, l'URRIF se fixe des priorités, ce qui n'empêchera en rien de saisir des opportunités, de développer des actions non identifiées comme prioritaires.

5-1 Afin de permettre la mutualisation des pratiques, des savoirs-faire et les échanges entre UTR, l'URRIF mettra en place un site informatique partagé.

5-2 L'URRIF favorisera la mise en place de coopérations avec les syndicats de salariés sur les territoires et le travail transversal entre UTR, ULR, sur les territoires du Grand Paris.

5-3 L'URRIF, pour renouer avec les démarches et les valeurs de l'Éducation Populaire, favorisera la mise en œuvre de réunions à thème pour nos adhérents, mais aussi ouvertes à tous les retraités.

5-4 L'URRIF entend s'appuyer sur les structures de l'URI, de l'UCR et des UPR. Pour ce faire, le bureau de l'URRIF favorisera l'élargissement de la diffusion des comptes-rendus de réunions de commissions ou de structures CFDT, aux membres du conseil et des bureaux des UTR.

5-5 L'URRIF participera à l'élaboration de cahiers revendicatifs régionaux destinés aux institutions et/ou aux structures CFDT, en veillant à la coordination des participants désignés par les UTR.

5-6 Pour améliorer le renouvellement des responsables, l'URRIF favorisera la mise en place progressive de binômes à tous les postes de responsabilité. Par ailleurs, la parité des équipes sera recherchée à chaque nouvelle prise de responsabilité au sein d'une organisation de la CFDT Retraités d'Île-de-France.

5-7 La commission *Formation* de l'URRIF engagera un travail pour favoriser la mise en place de plans de formation dans les UTR afin de permettre une mutualisation régionale.